

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS166/3

4 juin 1999

(99-2296)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – MESURES DE SAUVEGARDE DÉFINITIVES À L'IMPORTATION DE GLUTEN DE FROMENT EN PROVENANCE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 3 juin 1999, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

D'ordre de mes autorités, j'ai l'honneur de demander l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1994), aux articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture et à l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes, au sujet des mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis à l'importation de gluten de froment.

En vertu de la Proclamation n° 7103 du 30 mai 1998 visant à faciliter un ajustement positif à la concurrence des importations de gluten de froment et du Mémorandum du 30 mai 1998 – Action au titre de l'article 203 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur au sujet du gluten de froment, émanant du Président des États-Unis, publiés au *Federal Register*, Volume 63, n° 106, pages 30359 et 30363, le 3 juin 1998, les États-Unis ont appliqué des mesures de sauvegarde définitives sous la forme d'une limitation quantitative à l'importation de gluten de froment, avec effet au 1^{er} juin 1998.

Le 17 mars 1999, les Communautés européennes ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis en vue d'arriver à un règlement mutuellement satisfaisant de la question. La demande a été distribuée sous couvert du document WT/DS166/1, daté du 23 mars 1999. Ces consultations, qui ont eu lieu le 3 mai 1999 à Genève, ont permis de mieux comprendre les positions respectives mais n'ont pas abouti à un règlement satisfaisant de la question.

Les Communautés européennes considèrent que les États-Unis contreviennent aux obligations qui leur incombent en vertu des articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné qu'ils n'ont pas tenu compte des prescriptions fondamentales en matière d'enquête énoncées dans ces dispositions. Elles considèrent en outre que les conditions pertinentes énoncées à l'article XIX du GATT de 1994 ne sont pas remplies et aussi que la mesure a été conçue et est appliquée d'une manière telle qu'elle enfreint le principe de la nation la plus favorisée énoncé à l'article I^{er} du GATT de 1994, en particulier étant donné que l'Australie est favorisée pour ce qui est de l'incidence sur le commerce. Par ailleurs, les Communautés européennes estiment que les États-Unis contreviennent aux dispositions de l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes étant donné que, en adoptant et en appliquant la mesure, ils ont enfreint les règles relatives à la proportionnalité et à la répartition

./.

énoncées dans ledit article, ainsi qu'aux dispositions de l'article 8 dudit accord, dans la mesure où un niveau de concessions substantiellement équivalent n'a pas été maintenu. Les Communautés européennes considèrent aussi que les États-Unis n'ont pas respecté pleinement les obligations procédurales prévues à l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes. Enfin, elles estiment que la mesure en vigueur constitue une violation substantielle des obligations qui incombent aux États-Unis au regard de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

Les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial soit doté du mandat type.

Les Communautés européennes souhaitent que la présente demande soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion que l'Organe de règlement des différends tiendra le 16 juin 1999.
